



REVISION ECONOMIE BAC TCHEKE

NB : Ce document n'est pas destiné à la vente

Pour mieux réussir l'épreuve d'économie au BAC

OGUIDI Emmanuel

TEL :96649543

EPREUVE 1

Sujet 1 : ANALYSE DU TEXTE

Consigne : Lisez attentivement le texte ci-après et à l'aide de vos connaissances, traitez les parties A, B et C suivantes

Texte :

Document 1 :

La monnaie s'est historiquement présentée sous des formes très variées. À l'origine de toutes les sociétés se trouve, après la période du troc, une phase où la monnaie est représentée par une marchandise. A cette marchandise on demande seulement d'être de consommation courante, et de conservation facile. Par cette double fonction de transaction et de thésaurisation. Sans remonter très loin, on sait que dans l'Antiquité méditerranéenne, le rôle de la monnaie a été joué par des bœufs et des moutons. Aussi bien le mot latin pecunia (fortune) serait-il, suivant les étymologistes, dérivé de pecus (troupeau). En Afrique, on s'est servi de pièces de toile, appelées guinées, au Tibet de blocs de thé comprimé, en Virginie de tabac, aux Indes occidentales de sucre, à Terre-Neuve de poissons séchés, etc.

Dans tous les pays, cependant, on constate une même évolution. Tôt ou tard, les diverses marchandises utilisées comme monnaie s'effacent devant certaines d'entre elles constituées par les métaux précieux : l'or et l'argent. A leur tour, après une domination de plusieurs siècles, ces métaux reculent devant le billet de banque, d'abord convertible puis inconvertible. Enfin, celui-ci est aujourd'hui concurrencé par la simple inscription sur les registres d'une banque ou d'un service tel que les chèques postaux.

La loi générale de l'évolution est évidente : si les moutons et les bœufs dans l'Antiquité sont acceptés comme monnaie, c'est que leur détenteur peut éventuellement, utiliser leur chair pour se nourrir et leur peau pour se vêtir. En ce qui concerne l'or et l'argent, on prétend que, si ces métaux sont reçus, c'est que leur possesseur pourrait les transformer en bijoux et que le besoin de parure est un besoin très universel. Mais ce n'est que partiellement exact. Ce qui explique la demande des métaux précieux, c'est beaucoup plus que le besoin de parure, la croyance très fortement et très anciennement enracinée qu'avec de l'or et de l'argent on peut toujours se procurer des marchandises. L'or et l'argent, en un certain sens, sont déjà des monnaies fiduciaires. Leur valeur découle d'une croyance collective qui n'est pas entièrement rationnelle.

Du moins le détenteur a-t-il entre les mains un bien tangible. Avec le billet de banque, il n'a plus qu'un morceau de papier, orné d'un dessin plus ou moins

réussi. Aussi bien, dans un premier temps, pour décider le public à accepter ce papier, a-t-il fallu lui garantir de la façon la plus formelle qu'il était convertible en métal, à vue et sur simple présentation, c'est un papier qui circule, mais il représente de l'or ou de l'argent. Le caractère fiduciaire de la monnaie s'intensifie. Il tient au fait que le public croît que le papier en sa possession pourra toujours être converti en métal et qu'avec ce métal il pourra toujours se procurer des marchandises.

Avec le temps, cependant, dont la collaboration dans toute cette matière est essentielle, les deux croyances se sont fondues et le public a fini par admettre qu'avec un billet de banque on peut toujours se procurer de la marchandise.

En période de guerre, les Etats ont été amenés à profiter de cette croyance et à proclamer l'inconvertibilité du billet. Le public n'a pas réagi car on a eu soin de lui affirmer que cette inconvertibilité du billet. Le public n'a pas réagi car on a eu soin de lui affirmer que cette inconvertibilité n'était que temporaire. Il a pris l'habitude d'attribuer à ce billet inconvertible une certaine valeur. Aujourd'hui, il n'est plus guère d'individus pour s'imaginer que, dans une période relativement proche, la convertibilité pourrait être reprise. Tout ce que ces particuliers demandent, c'est que le pouvoir d'achat de ces billets inconvertibles soit stabilisé. Le papier est devenu une monnaie en soi.

Pendant que cette évolution se poursuivait, une autre a commencé. Les banques ont habitué les commerçants d'abord, certains particuliers ensuite, à admettre qu'une simple inscription sur un registre tenu par elles, pouvait représenter de la monnaie. Pour ce faire, elles stipulent qu'en toutes circonstances, sur simple présentation du titulaire et sans délai, les dépôts ou les ouvertures de crédits sont remboursables en billets. Sachant cela, les titulaires de comptes ne prennent pas, en général, la peine de se faire rembourser et d'exiger les billets. Ils font circuler les dépôts eux-mêmes par le moyen de virement de compte à compte. Pour le moment, on n'a pas été plus loin. Si les dépôts à vue constituent une monnaie, qualifiée de monnaie scripturale, c'est essentiellement parce qu'ils sont remboursables à vue en billets.

Document 2

Le terme monétique désigne l'ensemble des moyens électroniques et informatiques mis en œuvre dans les relations monétaires. Il désigne à la fois l'informatisation des transactions (virements, prélèvements) mais aussi le développement des moyens de paiement informatiques sous forme de cartes. L'utilisation de cartes de paiement est un moyen de plus en plus utilisé. Il permet d'automatiser les paiements aux commerçants, de différer le débit, de supprimer le traitement de supports papier. Cependant, Il ne s'agit pas d'une nouvelle forme

de monnaie puisque le siège de la monnaie reste le compte du titulaire. C'est donc simplement un moyen de traitement électronique en monnaie scripturale.

Pour pouvoir parler de monnaie électronique en tant que nouvelle forme de monnaie, il faudrait que la monnaie ne soit plus localisée sur le compte. Deux types de perspectives s'ouvrent dans ce domaine. Dans le projet de porte-monnaie électronique, carte à puce prépayée pouvant être utilisée auprès d'un grand nombre de prestataires, l'encours stocké en mémoire se distingue de la monnaie scripturale et de la monnaie fiduciaire. De façon comparable, les systèmes de paiement sur Internet peuvent imposer la constitution d'une réserve de monnaie sur le réseau, dont la localisation ne serait alors plus le compte bancaire du titulaire. L'avenir dira si ces nouvelles formes de monnaie sont amenées à se développer.

Jacques MULLER et Pascal VANHOVE, DFECF- Dunod 2000

A- Compréhension du texte

1- Expliquez les mots ou expressions suivants

- Le troc
- La thésaurisation
- L'informatisation des transactions
- Un bien tangible

2- Repérez dans le document (2) les avantages que procure l'utilisation des cartes de paiement

3- Identifiez dans le document (1) les raisons qui ont amené le public à accepter le billet de banque comme moyen de transaction.

4- Donnez un titre au document (2) et dégagez l'idée générale du texte.

B- Maîtrise de Connaissance

5- Définissez les mots ou expressions suivants :

- La monétisation - les sciences sociales - culture africaine ; liquidité de l'économie ; les flux

6- Donnez la différence entre :

a- Papier monnaie et monnaie papier

b- Les actions et les obligations

7- Donnez le lien entre

a- Cycle économique et fluctuation économique

b- L'agrégat monétaire M_1 et l'agrégat monétaire M_2

8- Enumérez les contreparties de la masse monétaire

9- Citez (04) limites de la monnaie marchande

C- Mini- Dissertation

En vous référant au processus de dématérialisation de la monnaie, appréciez la phrase suivante du document 2 : « « L'avenir dira si ces nouvelles formes de monnaie sont appelées à se développer. »

Sujet II : Dissertation

Le développement économique et social d'un pays ne se résume pas à l'augmentation du PIB. Il passe également par d'autres facteurs tels que la santé de la population, la formation des jeunes et des adultes, la démocratie, sans lesquels la croissance économique n'a pas lieu

Expliquez cette assertion

EPREUVE 2

Sujet 1 :

Consigne : A l'aide du texte et de vos connaissances, vous répondrez aux questions réparties en trois séries I, II, et III

Texte :

Le texte comporte deux documents

Document 1

Par ses fonctions mêmes, la monnaie répond à des nécessités économiques : c'est la mise en place progressive de ses mécanismes qui a permis au cours du temps, le développement des échanges, la spécialisation de plus en plus poussée de chaque agent dans une activité déterminée, la constitution d'épargnes abondantes et la fonction des investissements qui ont assuré le progrès de la production et l'élévation des niveaux de vie. En vue d'accroître des mécanismes monétaires, les techniques utilisées font constamment l'objet de recherches et de perfectionnement.

Mais l'institution de la monnaie est aussi un fait social ; la masse de moyens de paiements, dont on évoque souvent l'aspect global, se répartit en des millions d'encaisses individuelles ; de même, si la circulation des signes monétaires trouve parfois son origine dans des opérations importantes, installations d'usines, acquisitions de matériels, elle s'applique aussi aux activités les plus humbles de la vie quotidienne telles que l'achat du journal quotidien. La tenue de la monnaie est donc influencée par une multitude de comportements individuels : décision d'acheter ou de thésauriser, patience ou hâte dans les dépenses, tendance à la consommation ou préoccupation d'épargne, dispositions favorables ou contraires à l'endettement.

Enfin le phénomène monétaire est d'essence politique. La monnaie constitue une arme puissante entre les mains des pouvoirs publics, mais si les conditions dans lesquelles elle est créée et gérée manquent de rigueur, elle peut devenir dangereuse pour la bonne harmonie de l'économie et peut être génératrice de graves mécomptes. Pour reprendre la comparaison avec les moyens de transport, nous constatons que la monnaie exerce correctement son rôle d'intermédiaire dans les échanges lorsqu'elle est émise en quantité suffisante pour éviter la formation des goulots d'étranglement dans les possibilités financières des échanges: si cette condition n'était pas remplie, la production se trouverait entravée et le niveau de vie s'abaisserait. Mais si à l'inverse, la monnaie devenait trop abondante, les quantités de biens ou de services échangées par une unité

monétaire diminuent, la facilité des financements s'accompagne de hausse de prix et ne donne plus l'illusion des progrès économiques et des promotions sociales.

Denis CLERC "Déchiffrer l'économie "Syros, 1984 P141

"Economie et société française des années 90

Classe de 1ère ES

Document 2

La monnaie est un moyen privilégié pour mesurer la valeur et assurer le règlement des sommes dues. La monnaie en effet, est à la fois intermédiaire des échanges, étalon de mesure et réserve de valeur.

L'évolution des formes monétaires s'est faite dans le sens d'une dématérialisation progressive. Après les premières monnaies-marchandises, les économies se sont progressivement dotées de monnaies métalliques dont la valeur était fonction du poids de métal précieux qu'elles incorporent. Les billets de banque étaient eux-aussi convertibles en métaux précieux. Il existait donc des règles d'émission de ces billets convertibles pour que leur quantité reste proportionnelle aux stocks d'or et d'argent. Désormais, les monnaies que nous utilisons ne sont plus des expressions de métaux précieux : ce sont des monnaies dont la valeur repose sur la confiance qu'on leur accorde, elles sont fiduciaires. La masse monétaire se compose donc de pièces et de billets (c'est la monnaie centrale), mais aussi de dépôts bancaires (c'est la monnaie scripturale).

Il faut d'ailleurs veiller à ne pas confondre la monnaie scripturale et les moyens de sa circulation : chèque, virement, effet de commerce, cartes bancaires... Les habitudes de paiement des agents économiques changent : ils utilisent de moins en moins de monnaies centrales et de plus en plus de monnaies scripturales. L'utilisation de moyens scripturaux présente de toute façon des qualités de commodité. Les règlements par jeux d'écriture évitent les déplacements et donnent une certaine sécurité puisque la preuve du paiement apparaît dans la comptabilité des organismes gestionnaires des comptes et que la perte ou le vol ont des conséquences limitées.

J. M. ALBERTINI et J. J. LAMBERT

Le circuit de l'économie nationale

Edition ouvrière - Edition du Seuil 1975, Paris Pages : 19 et 20

Questions

I- Compréhension du texte

1- Expliquez les expressions suivantes tirées du texte :

- la production - le niveau de vie
- étalon de mesure - dématérialisation progressive

2- Identifiez respectivement, les fonctions économiques, sociales et politiques de la monnaie évoquées dans le Document 1

3- Relevez du Document 1, les conséquences d'une mauvaise gestion de la monnaie sur l'économie

4- a) Retrouvez les paragraphes du Document 2, correspondant aux conceptions d'émission de la monnaie de papier.

b) Précisez ce sur quoi repose la valeur de la monnaie dans chaque cas.

5- a) Justifiez cette affirmation de l'auteur : « Il faut d'ailleurs veiller à ne pas confondre... effets de commerce, cartes bancaires ».

b) Enumérez les raisons de l'essor des moyens scripturaux.

6- a) Proposez un titre au Document 1 puis,

b) Dégagez l'idée générale du Document 2

II- Maîtrise des connaissances

7- Dites la nuance entre récession économique et dépression économique

8- Nommez un déséquilibre économique et appliquez une mesure pour le juguler

9- Enumérez quatre principes du courant néoclassique

10- Définissez stratification sociale, culture

11- Montrez que l'école est un vecteur de socialisation

III- Mini-dissertation

Pensez-vous comme certains économistes que « la monnaie n'est qu'un voile au dessus des échanges réels » ?

Sujet 2

Selon la littérature économique : « Les gouvernants prennent des mesures visant la prospérité économique durable afin d'assurer le progrès social »

Pensez-vous qu'ils y parviennent toujours ?

EPREUVE 3

Consigne : A partir des documents du texte et de vos connaissances répondez aux tâches qui suivent.

Sujet I

Texte :

Document 1

Les périodes prolongées de forte **inflation** résultent souvent de politiques monétaires laxistes. Si la **masse monétaire** s'accroît trop par rapport à la taille de l'économie, la valeur unitaire de la monnaie diminue ; autrement dit, son pouvoir d'achat baisse et les prix augmentent. C'est ce rapport entre la masse monétaire et la taille de l'économie qui fonde la théorie quantitative de la monnaie, l'une des plus vieilles hypothèses de la science économique.

Les pressions qui s'exercent du côté de l'offre ou de la demande au sein de l'économie peuvent aussi avoir des effets inflationnistes. Du côté de l'offre, les chocs qui perturbent la production, tels que les catastrophes naturelles, ou font augmenter les coûts de production, tels qu'une hausse des prix de l'énergie, peuvent faire diminuer l'offre globale et entraîner une inflation « par les coûts », c'est-à-dire une hausse des prix provoquée par une perturbation de l'offre. C'est ce qui s'est passé en 2008 à l'échelle mondiale avec l'inflation des prix alimentaires et énergétiques : le renchérissement brutal des produits alimentaires et de l'énergie s'est alors propagé d'un pays à l'autre par la voie du commerce international. Inversement, les chocs qui se produisent du côté de la demande, telle qu'une montée soudaine des cours boursiers, ou des politiques expansionnistes, lorsque, par exemple, la banque centrale abaisse ses taux d'intérêt ou le gouvernement augmente les dépenses publiques, peuvent stimuler temporairement la demande globale et la croissance de l'économie. Cependant, si cet accroissement de la demande dépasse la capacité de production de l'économie, il en résulte des tensions sur les ressources disponibles qui entraînent une inflation « par la demande ». Les décideurs doivent trouver un juste équilibre entre la nécessité de doper la demande et la croissance en cas de besoin et celle de ne pas trop stimuler l'économie pour éviter l'inflation.

Les anticipations jouent aussi un rôle déterminant pour l'inflation. Si les particuliers ou les entreprises anticipent une hausse des prix, ces attentes seront prises en compte lors des négociations salariales et dans les ajustements de prix contractuels (tels que le relèvement automatique des loyers.) Ce comportement détermine en partie l'inflation de la période suivante : lorsque les contrats entrent en vigueur et que les salaires et les prix augmentent comme convenu, les

anticipations se sont en quelque sorte réalisées d'elles-mêmes. De plus, dans la mesure où les particuliers fondent leurs attentes sur le passé récent, l'inflation se perpétue de la même façon au fil du temps, ce qui entraîne une inertie inflationniste.

Source : Finances et Développement Mars 2010

Page 45.

Document 2

La faiblesse de la demande de **crédit** peut être un facteur de restriction de la **création monétaire**. Quand les affaires marchent mal, quand la rentabilité des investissements paraît faible, la demande de crédit peut se ralentir, les banques n'ont plus alors l'occasion de créer beaucoup de monnaie dans des conditions de sécurité suffisantes.

Un risque élevé dissuade en effet souvent le banquier de prêter. Quand les affaires déclinent, les possibilités de faillite augmentent, les banques restreignent les crédits aux entreprises pour ne pas risquer leur argent et celui de leurs clients.

Le profit est en principe la motivation principale des banques. Si les prêteurs exigent des taux d'intérêts élevés, les banques augmentent leurs taux, rendant plus difficile l'accès au crédit et réduisent ce faisant à la fois la demande et l'offre de crédit.

La politique monétaire est classiquement un facteur de régulation de l'offre, l'encadrement du crédit, le taux de réserve, les interventions sur le marché monétaire sont des moyens de contrôle de l'expansion du crédit.

J. Brémond et A. Gélédan,

Dictionnaire des théories et mécanismes économiques, Hatier, 1984.

Tâches :

I-Compréhension du texte

1. Donnez l'idée générale du document 1 et proposez un titre pour le document 2 du texte.
2. Expliquez les mots ou expressions soulignés dans le texte.

Inflation - Masse monétaire - -Crédit - -Création monétaire

3. Faites ressortir les différentes causes de l'inflation évoquées dans le document 1 du texte.
4. Dites les limites à la création monétaire évoquées dans le document 2 du texte.

II- Maîtrise des connaissances

5. Expliquez les mécanismes de la création monétaire par la Banque Centrale.
6. Définissez les mots ou expressions suivantes :
Déflation – Désinflation - Politique économique
7. Donnez la distinction entre :
 - Création monétaire et émission monétaire
 - Expansion et récession
8. Dites pourquoi la monnaie est considérée comme un instrument de cohésion sociale.

III- Mini-dissertation

Après avoir expliqué les causes essentielles de l'inflation évoquées dans le texte, analysez l'efficacité des mesures proposées par l'auteur pour freiner le phénomène.

Sujet II

Louis BAUDIN déclarait : « La monnaie a évolué des blocs de sel aux chiffres en banque ».

Après avoir expliqué cette affirmation, vous apprécierez la perfection monétaire tant recherchée par l'homme.

EPREUVE 4

SUJET 1

Texte :

La notion de la masse monétaire ne comporte pas de définition rigoureuse. Elle recouvre en effet une réalité plus ou moins étendue selon les pays. Toutefois, il existe un lien entre le volume de la masse monétaire et les besoins de l'économie en instrument de paiement. Ces besoins eux-mêmes dépendent d'abord des variations de l'activité économique en volume ; ils évoluent comme le produit intérieur brut. La crise qui a marqué les économies de la zone Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) (contre choc pétrolier) dans la seconde moitié de la décennie 1980 se traduit par la réduction de la masse monétaire. En second lieu les variations de cette masse dépendent du mouvement des prix ; à cet égard, la stabilisation relative des moyens de paiement, plus ou moins récente des années recensées, est la traduction substantielle de l'inflation.

La part des disponibilités monétaires dans la masse monétaire dépend du processus de désinflation qui rend préférable la détention d'avoirs rémunérés en compte à terme à la détention d'encaisse liquide. Elle traduit la propension à épargner (favorisée par la stabilité de la monnaie).

Sur moyenne période, on constate une stabilisation de la place des billets et monnaies divisionnaires (monnaie fiduciaire) au sein des disponibilités monétaires. Cette stabilité a notamment pour origine le transfert des billets à l'intérieur de la zone franc et l'attrait du franc CFA dont la valeur demeure solide en Afrique (faiblesse relative de l'inflation dans la zone franc et libre convertibilité du franc CFA à l'Euro). Au-delà de ces mouvements généraux des fonds, on constate que le volume de l'émission fiduciaire est traditionnellement rythmé par les campagnes agricoles : les exploitants conservent les fonds provenant de leurs récoltes jusqu'à leur utilisation au fur et à mesure de leurs dépenses. L'usage de la monnaie de banque est trop peu répandu dans les pays africains.

La seconde moitié de la décennie 1980, les chiffres globaux des contreparties de la masse monétaire recouvrent des divergences des pays de la zone. Par exemple, la nouvelle détérioration de 1988 de la balance des transactions courantes des pays de l'UEMOA traduit surtout la dégradation notée en Côte d'Ivoire (dont le poids est déterminant dans la zone) et au Sénégal, voire au Togo, mais cache l'amélioration intervenue dans les quatre autres pays.

Reflétant les difficultés de trésorerie des États de l'UEMOA, la position nette débitrice des gouvernements ' l'égard des institutions monétaires s'est accrue en

1988. Par contre la zone BEAC, l'endettement des trésors nationaux s'est réduite sous l'effet principalement du renforcement des dépôts de l'État camerounais dans les banques (mais l'endettement de l'État a sensiblement progressé au Congo et au Gabon, sans l'effet de la baisse des recettes fiscales d'origine pétrolières) ; quant aux crédits à l'économie, il recouvre bien les crédits de campagne (qui ont augmenté en 1988 dans l'UEMOA) que les crédits ordinaires : les crédits à court terme que les crédits à moyens et long terme (qui ont diminué globalement en 1988 dans la zone BEAC).

D'une manière générale, la part représentée par les avoirs extérieurs dans les contreparties de la masse monétaire est faible. Elle varie en fonction de l'évolution du solde des règlements extérieurs. Les mouvements de devise peuvent provoquer une expansion ou une contraction de moyens de paiement selon l'état des relations du pays avec l'étranger. En effet, lorsque les paiements d'un pays excèdent les paiements qui sont effectués par l'étranger dans ce pays, les débiteurs doivent procurer des devises contre de la monnaie nationale. Cela provoque une contraction de la masse monétaire. Au contraire, lorsque le pays est créancier à l'égard de l'étranger et que les devises étrangères entrent dans le pays, il en résulte une création de monnaie nationale en contrepartie des devises, donc une augmentation de la masse monétaire.

Source : « la monnaie et la politique du crédit dans les pays africains de la zone franc 15 nov.1990 ITB »

Tâches :

I- Compréhension du texte

1- Donnez l'idée générale du texte.

2-Définissez : monnaie, crédits à l'économie, inflation.

3- Au regard du texte, donnez la raison pour laquelle il y a une stabilité de la place de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire des pays africains.

4- Dégagez du texte le rôle que joue l'extérieur dans les variations de la masse monétaire d'un pays.

II- Maîtrise des connaissances

1- Définissez : création monétaire, pouvoir d'achat, cours forcé, chômage.

2- Présentez les différentes formes de population active.

3- Citez les instruments de mobilisation du crédit.

4- Définissez acculturation et citez ses différentes formes.

III- Mini dissertation

Pensez-vous que l'augmentation de la masse monétaire favorise toujours la croissance économique ?

SUJET2

Selon l'économiste ST OMER, « la monnaie, à travers ses fonctions, peut être un excellent facteur de croissance économique ».

Discutez.

EPREUVE 5

Consigne : Lisez attentivement le texte suivant et exécutez les tâches.

SUJET N°1

Texte :

Document 1 :

Les nouvelles technologies ont révolutionné le secteur financier. C'est connu. Mais les banques béninoises n'ont pas été du reste. Usage de cartes à puce, relevé de compte électronique, services de banque via internet, le paysage bancaire béninois s'est profondément transformé ces dernières années, renforçant l'accès des populations aux services bancaires. «Notre pays est caractérisé par un faible taux de bancarisation. Nous avons compris que la meilleure manière d'accélérer cette bancarisation, c'est d'utiliser les TIC», commente un banquier béninois qui a requis l'anonymat.

En 2010, le taux de bancarisation était estimé à 3,4%, soit un guichet pour 33 325 habitants, selon les chiffres de la BCEAO, largement en deçà de la moyenne au niveau de l'UEMOA qui se situait autour de 9%. Dans le même temps, la France table sur un taux de bancarisation de 99%, la Tunisie 60% et le Maroc 40%. Pour renforcer le taux de pénétration bancaire, l'usage des applications TIC était donc le bienvenu. Même si on est encore loin des objectifs de 20% de taux de bancarisation fixés, l'usage des guichets automatiques ou encore le e-money n'est plus un secret pour de nombreux béninois. Avec l'avènement des cartes à puce, beaucoup de clients des banques ont perdu le chemin des guichets traditionnels. Je préfère vraiment le guichet automatique. Il me permet d'éviter les longues files dans les banques et surtout de faire une panoplie d'opérations par moi-même, comme le retrait, la situation de mon compte et même le transfert », soutient Aliou, un transporteur croisé devant un GAB d'une banque à Cotonou. De jour ordinaire ou férié comme de nuit, les banques offrent désormais la possibilité aux béninois de faire des opérations à tout instant, faisant ainsi un saut qualitatif dans la modernité. Dans certaines pharmacies de la place, plus besoin d'avoir forcément des espèces pour payer ses médicaments. Une carte bancaire peut faire l'affaire. Tout comme dans certaines stations-services et supermarchés où l'achat de carburant et des produits s'opère à la carte.

Gnona FANGBEDJI in "La Nation Magazine" N°001

Document 2 :

La transformation numérique fait partie des facteurs qui forgeront l'avenir du secteur bancaire africain, au même titre que l'évolution démographique, les nouvelles exigences des clients et la consolidation industrielle. Bien que les espèces demeurent le moyen de paiement le plus utilisé, les services numériques progressent considérablement. La pénétration importante du téléphone mobile, qui devrait atteindre 85% d'ici à 2020 (pour 498 millions de smartphones) permet aux banques d'accéder à des millions de nouveaux clients, tandis que le rythme d'innovation des start-up spécialisées dans la fintech ne fléchit pas.

Le nombre élevé de non-bancarisé et de clients bénéficiant de services insuffisants, associé à des économies en croissance et à la hausse de la demande en matière de services financiers plus sophistiqués, est l'occasion pour l'industrie bancaire africaine de proposer de nouvelles solutions d'accès aux services financiers, en plus des agences et des réseaux de GAB. La numérisation a également le potentiel d'atténuer certains des principaux problèmes économiques et structurels. Les encaissements numériques, pour les règlements de factures d'eau, d'électricité et de téléphone, par exemple, contribueront à lier l'intérêt des entreprises au confort des particuliers.

Si ces avantages se concrétisent, aider les clients à adopter les nouvelles technologies et créer un cadre réglementaire favorable seront tout aussi important que les solutions elles-mêmes.

Ces avancées présentent plusieurs écueils : il faut, en particulier, améliorer les connaissances financières, aligner les réglementations sur l'innovation, et assurer la sécurité de toutes les transactions numériques, malgré l'augmentation des menaces liées à la cybersécurité. Néanmoins, l'adoption rapide des porte-monnaie électroniques indique que les consommateurs africains acceptent mieux les technologies numériques que les occidentaux. Elles constituent donc une arme essentielle dans l'arsenal de la banque pour conserver son avantage concurrentiel.

Adé AYEYEMI in "African Banker" Novembre-Décembre-Janvier 2018

Tâche :

I- Compréhension du texte

- 1) Donnez l'idée générale du texte.
- 2) Expliquez les mots et expressions suivants tirées du texte.
 - Le taux de bancarisation,
 - Le e-money,

- L'industrie bancaire africain,
 - Les technologies numériques.
- 3) Expliquez comment le téléphone peut permettre aux banques d'accéder à de nouveaux clients.
- 4) Précisez ce que représentent les cartes à puce pour la monnaie scripturale.

II- Maîtrise des connaissances

- 5) Dites pourquoi l'Economie entretient des relations avec la sociologie.
- 6) Donnez le comportement des agents économiques en période :
- D'inflation ?
 - De déflation ?
- 7) Définissez les mots et expressions suivants :
- Socialisation
 - Acculturation
- 8) Expliquez pourquoi, en tant qu'indicateur de croissance économique, le produit intérieur brut (PIB) a des limites.

III- Mini dissertation

Exposez les conséquences de la transformation numérique du système bancaire béninois.

SUJET N°2

Analysez le rôle du crédit dans une économie et particulièrement dans l'économie béninoise.

EPREUVE 6

Consigne : lisez attentivement le texte ci-dessous, puis exécutez les tâches qui suivent

Texte

Document 1

Le financement de l'économie est confronté à un déséquilibre « originel » entre l'offre et la demande d'épargne. Du côté de l'offre, les ménages (globalement prêteurs nets) ont une préférence marquée pour la liquidité et la sécurité. Côté demande, les entreprises non financières et les administrations publiques (globalement emprunteurs nets) ont par nature des besoins de financement plus longs et/ou plus risqués. Ce déséquilibre entraîne un besoin de transformation de l'épargne en matière de maturité et de risque. Même si ce besoin existe dans tous les pays, son ampleur est variable : il est plus important dans les pays d'Europe continentale que dans les pays anglo-saxons du fait notamment que les systèmes de retraites y reposent davantage sur la répartition que sur la capitalisation. Des facteurs aussi divers que la fiscalité, l'éducation financière et le degré de développement du système financier peuvent aussi influencer sur l'ampleur de ce besoin de transformation.

Pour répondre à ce déséquilibre, différentes structures de financement existent, qui accordent des rôles plus ou moins importants aux deux types de financement : les **intermédiaires financiers** prennent en charge dans leurs bilans tout ou partie du risque au bénéfice des épargnants et des emprunteurs. Ainsi, les banques portent dans leurs bilans le risque de transformation de la maturité et du risque entre des dépôts le plus souvent sans risque et liquides, et des crédits généralement à maturité plus longue et d'une nature plus risquée ; le financement de marchés en direct ou par intermédiation de marché. En direct ou par l'intermédiaire de fonds d'investissement (comme les organismes de placement collectif en **valeurs mobilières** (OPCVM)), l'offre et la demande d'épargne se rencontrent, mais les risques restent, en principe, supportés in fine par les emprunteurs.

SOURCE : Jean GOBAT, finance et développement, mars 2012

Document 2

La mise en place de réformes visant à diminuer le risque de crédit permettra également d'améliorer l'accès au crédit ainsi que la stabilité du secteur bancaire. Les réformes indiquées ci-après sont indispensables à l'inclusion financière (et à la stabilité du secteur financier), mais leur mise en œuvre implique des niveaux

de difficultés différents. Le renforcement du cadre d'évaluation du crédit peut réduire le risque de crédit des banques, augmenter la compétitivité du secteur bancaire et améliorer l'accès au crédit (en particulier pour les petits emprunteurs avec de faibles garanties). Dans le cadre d'évaluation du crédit, la mise en place de bureaux de crédit augmente la probabilité pour les entreprises d'avoir accès au financement, diminue les taux d'intérêt débiteurs et allonge la maturité des prêts. En outre, l'amélioration de l'identification des emprunteurs (à l'aide, par exemple, de solutions technologiques innovantes comme le recours à la biométrie) diminue les frais d'identification et le risque de défaut. Le renforcement des dispositifs de garanties et leur application

sont tout aussi pertinents dans la mesure où des dispositifs de garanties peu fiables et onéreux se traduisent par un plus grand risque de crédit et des coûts d'exploitation plus importants. Ce renforcement passe par des garanties mobilières efficaces ainsi que des registres fonciers, des institutions fiables et efficaces pour faciliter l'enregistrement et l'exécution des garanties.

Il est également important de développer et d'améliorer le cadre de la réglementation prudentielle, y compris à travers la mise en œuvre de politiques macroprudentielles appropriées. Cela permet de promouvoir la stabilité du secteur financier, tout en diminuant le risque systémique. Ainsi, augmenter le capital et les réserves de liquidités des institutions financières améliore la stabilité du secteur financier, mais diminue les profits des banques. De nouvelles réglementations, plus strictes, ont revu les directives en matière de créances douteuses et de provisions pour créances douteuses, ce qui peut avoir pour conséquence un ratio de celles-ci ainsi qu'un niveau de provisionnement plus élevés. Mais, en plus d'assurer la sécurité et la solidité du système financier, ces cadres prudents peuvent faciliter le règlement du problème des créances douteuses quand cela est utile, ce qui peut faire diminuer le montant des provisions nécessaires.

SOURCE : Banque mondiale (2014), Global Financial Développement Report 2014: Financial Inclusion.

I- COMPREHENSION DU TEXTE

- 1- Identifiez l'impact du déséquilibre entre l'offre et la demande de l'épargne sur l'économie

- 2- Définissez :
 - a- Intermédiaires financiers
 - b- Valeurs mobilières
 - c- OPCVM
- 3- Citez deux mesures visant à réduire les risques du crédit
- 4- Expliquez : « garanties mobilières »
- 5- Quel est l'avantage et l'inconvénient des cadres prudentiels
- 6- Proposez un titre au document 1 et une idée générale au document 2.

II- MAITRISE DE CONNAISSANCES

- 1- Citez deux objectifs de la politique monétaire.
- 2- Identifiez deux instruments de la politique monétaire.
- 3- Décrivez le mode de fonctionnement du financement externe indirect.
- 1- Expliquez : le lien social économique et le lien social politique.

III- MINI-DISSERTATION

L'économie du marché fonctionne sur le financement. L'accès aux ressources financières nécessite plusieurs dispositions. Analysez le mode de financement direct et le mode de financement externe direct de l'économie.

SUJET II

Suivre l'évolution de la masse monétaire est, dit-on, l'exercice le plus délicat de la banque centrale. Qu'en pensez-vous ?

EPREUVE 7

SUJET1

Consignes : Lisez attentivement le texte ci-dessous et à partir des informations de votre cours répondez aux questions suivantes :

TEXTE

DOCUMENT1

La catégorie socioprofessionnelle de l'emploi exercé n'est qu'un indicateur bien imparfait de la reproduction. Cette dernière, en effet, est également visible dans la transmission des diplômes au fil des générations, tout particulièrement dans le cas des titres universitaires.

En 2003 comme en 1993, les enfants nés de parents diplômés sont nettement favorisés dans l'accès aux diplômes de l'enseignement supérieur. Mais, bien plus encore, leur avantage s'est sensiblement accru en dix ans. En effet, en 1993, parmi les individus âgés de 30 à 39 ans, la probabilité d'être diplômé d'un deuxième ou troisième cycle universitaire était de 5 % pour ceux dont le père ou la mère avaient au plus un certificat d'études primaires (CEP), et de 42 % pour ceux dont au moins un des deux parents était diplômé d'un second ou troisième cycle universitaire, soit une différence de 37 points. Une décennie plus tard, les probabilités sont respectivement de 6 % et de 58 %, soit une différence de 52 points. Ce **renforcement du poids du diplôme des parents** s'observe également pour les individus dont l'un des parents est diplômé du supérieur court : la différence avec les individus dont les parents avaient au plus un CEP passe de 17 à 29 points.

Le rôle du **capital culturel** des parents est tel que son poids persiste à origine sociale équivalente, par exemple parmi les enfants de cadres [...]. Dans une société qui fait du diplôme le passeport pour accéder aux meilleurs emplois et aux catégories sociales supérieures, la compétition pour les titres scolaires est un enjeu crucial. De ce point de vue, ce n'est pas à une stabilité de la reproduction qu'il faut conclure, mais bien à une *intensification* : en dix ans, l'avantage des enfants de parents diplômés de l'enseignement supérieur s'est accru

de manière significative. Pour le dire autrement, être issu d'une famille où les ressources culturelles sont faibles devient de plus en plus pénalisant.

Source : *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Camille PEUGNY, 2013

DOCUMENT2

On peut poser que la position sociale visée pour son enfant est définie par référence à la position actuelle de la famille, l'ambition ayant un caractère fondamentalement relatif (thèse défendue par Boudon, 1973). Dans ce cas, des familles situées dans des positions inégales vont viser pour leur enfant des positions inégales. Ces visées inégales, les familles disposent de ressources inégales pour les faire aboutir. Elles sont de plus, dans leurs décisions, inégalement sensibles au risque et au coût attachés aux diverses alternatives. Le modèle de l'acteur rationnel formalisé par Boudon (1973), qui réalise un **arbitrage entre un « bénéfice » escompté et des coûts (et des risques)**, s'est imposé depuis [...] pour comprendre les choix scolaires. Dans cette perspective, le principal facteur d'inégalité est donc la différenciation, en fonction de la position sociale, des champs de décision des acteurs. Parmi les constats qui confortent ce modèle du stratège, il y a celui, régulièrement avéré, de l'existence, aux paliers d'orientation successifs, d'une auto-sélection socialement différenciée ; celle-ci résulterait de la valeur, inégale selon les milieux sociaux, de paramètres tels que le rendement des études (le niveau éducatif « suffisamment rentable » étant inégal selon les points de départ), le degré objectif de risque (inégal, dès lors que des **inégalités sociales** de réussite subsistent) ou encore la sensibilité plus ou moins grande aux coûts encourus dans les études envisagées. Mais si, au vu des approches statistiques externes, « tout se passe comme si » les individus faisaient des choix rationnels, cela n'exclut pas qu'interviennent, dans les prises de décision concrètes, des différences dans le niveau d'information, les préférences, les visions du monde...

Source : « Les causes sociales des inégalités à l'école », Marie DURU-BELLAT,

***Comprendre*, octobre 2003.**

COMPREHENSION DU TEXTE

1) Relevez dans le texte les facteurs déterminants de l'orientation scolaire des enfants.

- 2) En quoi la famille peut constituer un frein à la mobilité sociale des individus ?
- 3) Expliquez les mots ou expressions soulignés dans le texte.
- 4) Identifiez l'idée générale de ce texte.

MAITRISE DES CONNAISSANCES

1) Expliquer les mots ou expressions suivants :

- Investissement de capacité ;
- croissance inclusive ;
- développement durable ;
- Emission monétaire

2- Pourquoi dit-on que la masse monétaire est une réalité plurielle ?

3- Après avoir défini la création monétaire, vous expliquerez ses mécanismes par le système bancaire.

4- Citez les effets sociaux de l'inflation.

5- Citez deux raisons qui justifient la préférence pour la liquidité du public.

MINI DISSERTATION

L'inflation est considérée comme un mal nécessaire. Discuter cette affirmation

SUJET2

Lors d'un échange entre apprenants sur phénomène de la création monétaire, Bienvenu, un apprenant de la Terminale B affirme : Ce sont les dépôts qui font les crédits.

Que pensez-vous de cette affirmation ?

EPREUVE 8

Sujet 1

Consignes : Lisez attentivement le texte et exécutez les tâches ci-dessous

Texte

Bientôt midi à Godomey Filao, le taxi-moto vient à peine de s'immobiliser. Accord conclu. 600 francs CFA pour Akpakpa. Le conducteur, un homme âgé d'une trentaine d'année dégage une vive allure juvénile. Casquette en l'envers, chaussures et pantalon avec un léger tee-shirt blanc. Par-dessus, il arbore, déboutonné, son uniforme de travail, de couleur jaune. **C'est le sésame.** Les conducteurs de taxi-motos, appelés *zémidjan*, sont facilement identifiables à Cotonou à la couleur jaune de leur chemise. C'est le départ en trombe pour la navette.

Le bruit sourd de la moto se répand dans la nature et pendant ce temps le soleil commence progressivement à se libérer des entrailles des nuages pour s'implanter au centre du ciel. Un léger vent sec balaie le bord sale de l'artère, ensablé et poussiéreux. A chaque carrefour, les vrombissements et les klaxons de motos se font de plus en plus assourdissants. La ville de Cotonou semble bourrée comme un œuf. Les rues sont inondées de monde, les trottoirs aussi. Les vendeurs à la sauvette sont partout, ils harcèlent les usagers de la route et proposent leurs produits. De tous côtés, les bonnes dames s'affairent à servir des clients. On vend de tout, y compris de la nourriture à même le sol. Tandis que de belles villas se côtoient tout au long de la traversée dans un méli-mélo architectural. Alors que le zémidjan commence à ralentir en raison du trafic important et de l'état désastreux de la chaussée peu avant Godomey carrefour, on peut apercevoir une vieille dame à la soixantaine, debout et apparemment très occupées devant son panier de pain. **Elle a le culte de servir les clients.** D'un geste rapide, elle arrache le pain, l'éventre d'un trait à l'aide d'un petit couteau artisanal et le garnit d'avocat, de beurre, ou de sauce tomate à la demande du client. « *Mettez-y de la mayonnaise pour 50 francs* », réclame un client visiblement pressé et qui tend à la vendeuse un pain qu'il vient tout juste de choisir dans le panier. Comme le trafic refuse de se mouvoir, le conducteur impatient, lance désespéré « ils vont me perdre une journée aujourd'hui ». Cela fait plus d'un quart d'heure que ça dure. Les motos s'acculent et se garent, plus personnes ne bouge. Une marée de fumée noire envahit les lieux. Certains motocyclistes ou clients de zémidjans se bouchent le nez de la main d'un linge. « *C'est toujours pareil ici. On ne peut même pas respirer* ». S'énerve une jeune fille à l'allure fine. Que se passe-t-il ? C'est un zémidjan au regard meurtrie qui apporte une réponse. « Il y a eu un accident ». « *C'est un zémidjan qui vient de perdre sa vie. Il est fait écraser par un camion*

gros porteur ». dit-il d'un air désespéré. Que s'est-il réellement passé ? Alors que le trafic commence à se libérer, on aperçoit des badauds s'affairer du côté gauche de la chaussée. Nous sommes désormais en plein carrefour Godomey. (...).

Il faut tout de même partir. Le zémidjan, l'allure ramollie par ce qu'il vient de voir, fait un signe croix et redémarre. Direction initialement signalée. Même décor et même spectacle de vente et d'achat sur tout le trajet. Cette fois-ci, les vendeurs **d'essence frelatée** sont partout. Comme pour **narguer le gouvernement** du Bénin, ils exposent même le carburant de contrebande devant des stations-services de la société nationale de commercialisation des produits pétroliers (Sonacop). Les vendeuses de pain, de riz de bouillie ou autres s'asseyent autour de petites tables aux abords des trottoirs, parfois au milieu d'une avalanche de mouches. Alors que le zémidjan s'approche du carrefour de l'Etoile-Rouge, une jeune dame court et tente de traverser la voie. Le conducteur slalome brusquement. Sa moto est à deux doigts de l'effleurer. Mais il ne la rate pas pour autant « *Fille de pute ! Djimankplon ! Anonwéyomè !* » Lui crache-t-il en lui assénant un violent coup sur l'épaule dans un geste de courroux. D'autres automobilistes lui demandent de se calmer mais sa réponse est catégorique ! « *Vous me demander de me calmer ! Vous n'avez pas vu ce qu'elle a fait. Elle aurait pu me créer des problèmes...* » Plus personne ne l'écoute, d'autant que les bruits des motos deviennent plus assourdissants au fur et à mesure qu'on aborde le passage de la célèbre place de l'Etoile-Rouge.

De plus, la chaleur commence à être étouffante. On voit s'échouer sur les fronts de grosses gouttes de sueur. Il faut bien tenir le coup jusqu'à Akpakpa. Sur le mur d'un bâtiment situé à côté du marché Saint-Michel, on peut lire : « *Défense d'uriner ici, amende 5000 francs* ». Mais un zémidjan décontracté et bien accoudé au mur l'arrose allègrement de son urine. Apparemment, il ne se soucie de rien et personne ne semble pouvoir le retenir dans son élan. Devant le marché, les feux tricolores sont aujourd'hui hors d'usage et aucun officier n'est présent pour réguler le trafic. Chacun s'infiltré comme il peut pour traverser le carrefour dans un capharnaüm incroyable. Comme dans un rapport de force, ce sont les plus agressifs qui ont souvent le dernier mot. Les nerfs sont mis à rude épreuve et des injures fusent de toutes parts. Soudain, on entend un bruit sourd derrière, deux motocyclistes impatients viennent de se cogner. Heureusement, pas de dégâts mais les deux conducteurs s'engueulent et se bagarrent. Des passants s'attroupent pour les séparer. Deux touristes occidentaux, sacs à dos, regardent la scène avec beaucoup d'émerveillement. Ils sourient, se parlent et secouent la tête, comme pour dire « *ce n'est pas possible* ».

La traversée du grand marché Dantokpa est encore plus laborieuse et risquée. Les commerçants traversent la voie de façon non moins anarchique et le risque d'accident est très élevé. En temps de pluie, les eaux de ruissellement dégoulinent de partout, les tas d'ordures et de détritiques s'amoncellent çà et là au bord de la chaussée et parfois en pleine chaussée. L'odeur est fétide et irrespirable jusqu'au nouveau pont. Sur ce dernier, apercevoir des bonnes dames et d'autres commerçantes accroupies au bord du lac Nokoué. Ils se mettent à l'aise en plein air. Ici l'odeur est encore plus forte mais, petit à petit on est désormais à Akpakpa. Saint et sauf. Ses 600 francs en poche, le conducteur réajuste sa casquette, toujours à l'envers, et redémarre sa moto à vive allure. Il est un peu plus de 14 heures et on imagine bien que sa journée est encore très longue.

Patient Acho In « Courrier International » mars-avril-mai 2013.

A- Compréhension du texte

- 1- Le phénomène « zémidjan » est un fait social. Montrez les aspects économique, sociologique, politique de ce phénomène.
- 2- Selon le texte, il y a de nombreux dysfonctionnements qu'une bonne gouvernance de la Mairie et de l'Etat aurait pu éviter. Identifiez-les.
- 3- Expliquez les mots et expressions dans le texte :
 - C'est le sésame ;
 - Elle a le culte de servir les clients ;
 - Essence frelatée ;
 - Narguer le gouvernement.
- 4- Donnez l'idée générale du texte.

B- Maîtrise de connaissances

- 5- Définissez les expressions suivantes : Stratification sociale ; Exclusion sociale ; Politique monétaire ; Institution financière non bancaire.
- 6- Enumérez les limites dans le processus de la création monétaire. Par les banques commerciales.
- 7- Identifiez les instruments quantitatifs de la politique monétaire.
- 8- Présentez les étapes ou mécanismes de la socialisation.
- 9- Différenciez

- a) Le chômage déguisé et le sous-emploi
- b) La consommation intermédiaire et la consommation finale

C- Mini-dissertation

Le phénomène « zémidjan » a un impact important sur notre société. L'auteur en a exposé de mauvaises pratiques. Présentez-les et proposez les bonnes pratiques à recommander pour les corriger.

Sujet 2

« Le développement des pays en voie de développement (PVD) passe par une agriculture de type nouveau ». Développez cette affirmation

EPREUVE 9

Sujet 1 :

Consignes : Lisez attentivement le texte ci-après et effectuez les tâches qui suivent :

Texte :

La planification qui est mise en œuvre par une instance responsable est conçue comme en moyen d'atteindre la production optimale, de coordonner l'ensemble des activités et de satisfaire les besoins individuels et collectifs.

A cet effet, deux différences apparaissent essentielles :

- La coordination des activités peut se faire dans les économies socialistes de façon autoritaire au niveau de l'Etat qui réalise donc le plan ; les entreprises doivent exécuter ses ordres. C'est la planification autoritaire qui à force de loi.
- Cette coordination peut se faire dans les économies capitalistes au niveau des entreprises privées. Dans ce cas, l'Etat indique ce qu'il faudrait faire pour atteindre les objectifs choisis mais n'intervient pas, sinon pour expliquer et persuader les agents économiques qui réalisent spontanément le plan. De même l'Etat n'ordonne pas la réalisation des objectifs, mais il donne des avantages (allègement fiscaux et subventions par exemple) à ceux qui réalisent le plan et pénalisent ceux qui n'atteignent pas les objectifs. C'est la planification indicative.

Dans les économies contemporaines soumises à de fréquentes fluctuations dues à des aléas de toutes sortes (conjoncturels, démographiques, sociaux, politiques, naturels, etc..), la planification s'impose comme un outil important de politique économique.

La planification permet de prévoir les aléas, de réduire les incertitudes, de déformer volontairement le futur pour accélérer le développement. Selon P. Massé « le plan est un antihasard » car il permet de limiter les déséquilibres, les crises. La planification permet de repérer les goulots d'étranglement de la politique économique et de les éliminer.

Cependant, la planification présente quelques limites qui compromettent parfois son efficacité.

Sur une longue période, la planification comporte beaucoup de risques et d'impondérables dans la mesure où l'on ne peut vraiment cerner dans le présent toutes les fluctuations probables du futur dans une économie en pleine évolution.

Ainsi, même si la planification permet de limiter les crises, elle ne permet pas cependant de les éliminer. D'autres problèmes de la planification sont spécifiques aux pays en voie de développement à cause de leurs caractéristiques économiques, politiques et sociales.

E. THADI ; les rouages de l'économie nationale

TÂCHES

A- Compréhensions du texte

- 1- Dégagez l'idée générale du texte.
- 2- Relevez dans le texte les objectifs de la planification.
- 3- Précisez le rôle de l'Etat dans chacune des deux planifications.
- 4- Identifiez les raisons pour lesquelles, selon P. Massé « le plan est un antihazard ».
- 5- Citez deux caractéristiques économiques des PVD limitant l'efficacité de la planification.

B- Maîtrise des connaissances

- 1- Présentez le mécanisme théorique par lequel le prix régulerait spontanément le marché dans le capitalisme libéral.
- 2- Expliquez l'assertion courante suivante : « le capitalisme se socialise et le socialisme se capitalise ».
- 3- La planification impérative présente des faiblesses ; citez-les et proposez deux mesures pour y remédier.
- 4- Précisez les fonctions de la culture.
- 5- Indiquez la relation entre rôle sociale et statut social.

C- Mini – dissertation

Le succès d'une planification est-il fonction du type de système économique ?

Sujet 2 :

Pour certains économistes, la lutte contre la pauvreté dans les PVD passe par la croissance économique.

Qu'en pensez-vous ?

Sujet 1

Consigne : lisez attentivement le texte et exécutez les tâches qui l'accompagnent.

Texte

L'information est donnée dans le rapport semestriel "Africa's Pulse" de la Banque mondiale présenté cette semaine. L'institution de Bretton Woods indique que la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait repartir en 2017, de quoi soulager nombre d'observateurs qui ont mal vécu le niveau atteint en 2016, le plus bas depuis deux décennies. [...] Pour 2017, donc, la Banque mondiale indique que l'Afrique subsaharienne montre des signes de reprise et la croissance devrait y atteindre 2,6 %. Toutefois, note la Banque mondiale, cette reprise reste néanmoins faible, et la croissance économique ne devrait se situer que légèrement au-dessus de la **croissance démographique**. De quoi annihiler en partie les efforts en faveur de l'emploi et de la réduction de la pauvreté, relativise ainsi l'institution de Bretton Woods.

[...] Concrètement, des pays comme le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola, principales économies du continent, enregistrent un rebond après le ralentissement brutal de 2016, mais ce redressement est lent en raison d'un ajustement insuffisant par rapport à la baisse des prix des matières premières et à l'incertitude des politiques, explique la Banque mondiale, citée par l'agence de presse panafricaine (Pana).

[...] Il ressort du rapport Africa's Pulse que la croissance globale du continent devrait passer à 3,2 % en 2018 et à 3,5 % en 2019, reflétant ainsi la reprise dans les principales puissances économiques. Mais attention ! **La croissance demeurera atone** dans les pays exportateurs de pétrole, alors qu'elle devrait repartir modestement dans les pays exportateurs de métaux. La croissance du PIB dans les pays dont les économies sont moins tributaires des matières premières devrait rester forte, soutenue par les investissements dans les infrastructures, des secteurs de services résilients et le redressement de la production agricole. C'est notamment le cas en Éthiopie, au Sénégal et en Tanzanie. Les risques associés à ces perspectives régionales tiennent au durcissement plus important que prévu des conditions de financement sur les marchés mondiaux, à une amélioration moins franche des prix des matières premières et à une montée du protectionnisme. [...] Sur le plan intérieur, les risques pour la reprise actuelle sont liés au rythme inadéquat des réformes, à l'accroissement des menaces de sécurité et à un **climat d'incertitude politique** avant les élections dans certains pays. « Alors que les pays procèdent à des ajustements budgétaires, nous devons protéger les conditions

propices à l'investissement afin que les pays d'Afrique subsaharienne connaissent une reprise plus forte », explique l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique, Albert G. Zeufack « Nous devons mettre en œuvre des réformes qui augmentent la productivité des travailleurs africains et créer un environnement macro-économique stable. Des emplois plus productifs et de meilleure qualité contribuent à lutter contre la pauvreté sur le continent », a-t-il ajouté. [...] Le ralentissement de la croissance économique intervient à un moment où l'Afrique doit impérativement entreprendre des réformes pour stimuler l'investissement et s'attaquer à la pauvreté. Les pays doivent également engager des dépenses indispensables pour le développement tout en évitant d'accroître leur dette à des niveaux insoutenables. Dans ce contexte, la promotion des investissements publics et privés, notamment dans les infrastructures, est une priorité. La région a enregistré un recul de la croissance des investissements, de près de 8 % en 2014 à 0,6 % en 2015. Le rapport Africa's Pulse consacre une section spéciale à l'analyse des performances de la région en matière d'infrastructure dans divers secteurs. Cette section révèle des progrès spectaculaires sur le plan de la quantité et de la qualité des télécommunications qui contrastent avec des retards persistants dans la production de l'électricité et l'accès.

[...] « Avec des taux de pauvreté qui restent élevés, il est impératif de renouer avec la dynamique de croissance », prévient l'économiste principal à la Banque mondiale et auteur du rapport, Punam Chohan-Pole « La croissance doit être plus inclusive et nécessitera de s'attaquer au ralentissement de l'investissement et aux **coûts logistiques élevés** des échanges qui nuisent à la compétitivité », a-t-elle noté. De manière plus globale, le rapport appelle à la mise en œuvre urgente de réformes visant à améliorer les institutions qui promeuvent la croissance du **secteur privé** : développer les marchés financiers locaux, améliorer les infrastructures et renforcer la mobilisation des ressources intérieures.

PAR AÏDA HADDAD (HTTP://AFRIQUE.LEPOINT.FR/) Publié le 20/04/2017 à 16:42 | Le Point Afrique

Tâches

A- Compréhension du texte

1- Expliquez les expressions : secteur privé ; climat d'incertitude politique ; croissance démographique ; coûts logistiques élevés ; la croissance demeurera atone.

2- a) Le faible écart entre le taux de croissance économique et le taux de croissance démographique est-il bénéfique aux pays ? Justifiez

b) Dites le rapport qu'il doit exister entre ces deux taux pour que la croissance puisse contribuer véritablement à la lutte contre la pauvreté.

3- Identifiez les réformes à mettre en œuvre pour favoriser la croissance du secteur privé

4- Donnez l'idée générale du texte.

B- Maîtrise des connaissances

1- Citez les différents courants de la pensée économique.

2- Définissez la masse monétaire et donner sa composition.

3- Donnez la nuance entre monnaie métallique et monnaie divisionnaire

4- Présentez les composantes de la population active.

5- Définissez les termes ci – après : sociologie ; contrepartie de la masse monétaire ; mobilité sociale ; stratification sociale.

6- Enumérez le rôle économique et social de la monnaie.

C- Mini dissertation

Selon Punam Chohan-Pole : " La croissance doit être plus inclusive et nécessitera de s'attaquer au ralentissement de l'investissement et aux coûts logistiques élevés des échanges qui nuisent à la compétitivité".

Expliquez cette affirmation.

Sujet 2

La monnaie est à la fois facteur de croissance et de crise économique.

Analysez cette assertion en vous appuyant sur les fonctions et les mécanismes de création de la monnaie.

EPREUVE 11

Sujet 1

CONSIGNE : Lisez attentivement le texte et exécutez les tâches

TEXTE:

Document n°1

Peut-on améliorer notre bien-être tout en renonçant à chercher la croissance économique ? Cela paraît possible mais implique une autre manière d'aborder l'emploi et le travail, et d'autres indicateurs pour piloter la société.

La prospérité sans la croissance, c'est le titre d'un rapport britannique qui a beaucoup fait parler de lui [...]. Il a été rédigé par le très officiel commissaire au Développement durable du Royaume-Uni, Tim Jackson. Il contient d'excellents arguments pour en finir avec les idées reçues sur la croissance économique comme impératif de progrès ou synonyme de prospérité. En tout cas, si l'on redonne à ce dernier terme son sens initial. Prospérité vient en effet du latin *spero* (s'attendre à) et *pro* (en avant) : en gros, faire en sorte que les choses aillent bien, ou mieux, au fil du temps, sans connotation d'abondance matérielle nécessaire. Mais, pour être plus convaincant encore, il faut creuser davantage deux aspects : l'avenir de l'emploi et les perspectives concrètes d'amélioration du bien-être pour tous dans une trajectoire sans croissance.

Pour savoir s'il est possible que les agents et la société se portent mieux et préparent un meilleur avenir en ne recherchant plus la croissance quantitative, on peut aussi s'appuyer sur un certain nombre de constats statistiques. Les pays qui sont les plus riches matériellement, selon le critère du produit intérieur brut (PIB) par habitant, sont-ils aussi ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une éducation plus poussée, où les inégalités sont moins prononcées, la cohésion sociale plus importante, les violences et les délits moins fréquents, la démocratie plus forte, la pression écologique plus faible, etc. ?

Pour tous les critères de développement humain et social, la réponse est oui ; en tendance, on observe une corrélation positive jusqu'à un certain seuil de PIB par habitant. Mais, au-delà de ce seuil, il n'y a plus de corrélation entre ces variables et l'abondance matérielle. Selon les variables, ce seuil était compris entre 10.000 et 20.000 dollars de PIB par habitant en 2004 (en parité de pouvoir d'achat). Il est donc nettement inférieur au PIB par habitant de la France, qui était de l'ordre de 30.000 dollars au même moment.

Source : Inédit

Document n° 2

Lorsqu'on se met à réfléchir à la croissance, disait Robert Lucas, prix Nobel d'économie, il est difficile de penser à autre chose. En effet, il semble bien que les dirigeants politiques du monde entier soient obnubilés par cette question. A la suite de la réunion du G20 à Toronto, en juin 2010, le communiqué publié comportait, sur neuf pages, 29 fois le mot « croissance ». Barack Obama affirme que l'objectif prioritaire de sa politique économique est de « poser les fondations de la croissance à long terme ». Le Premier ministre britannique, David Cameron, a consacré son premier discours, depuis qu'il a pris ses fonctions, à la présentation d'une « stratégie de croissance économique ». Les autorités japonaises ont rendu public un plan de dix ans « pour une nouvelle stratégie de croissance ».

La tâche est immense. La reprise économique dans les pays développés commence à s'essouffler, alors que le chômage demeure à des niveaux inquiétants. Le ralentissement a été plus marqué aux Etats-Unis où le produit intérieur brut (PIB) au second trimestre n'a progressé que de 1,6% en équivalent annuel, et semble être demeuré à ce niveau au cours de l'été. Le marché du logement est à nouveau orienté à la baisse, et le rythme des créations d'emplois est très lent. [...]

Les perspectives à plus long terme, sont assombries, vers le milieu de la décennie, d'abord, par l'endettement et, ensuite, par le vieillissement de la population, qui pèseront lourdement sur la croissance des pays développés. La chute provoquée par la faillite du système financier aura des conséquences sur la dépense privée pour plusieurs années encore, le temps que les systèmes bancaires se consolident et que les ménages et les entreprises remboursent leurs dettes. Même en Amérique, où les ménages se désendettent plus rapidement qu'ailleurs, il reste encore au moins la moitié du chemin à parcourir.

Il n'est donc pas étonnant que Jean-Claude Trichet, président de la Banque Centrale européenne, un homme qui ne donne pas habituellement dans l'hyperbole, s'inquiète de la possibilité de voir les dix prochaines années constituer une « décennie perdue ».

Aussi est-il logique de se demander si les stratégies de croissance actuelles sont suffisamment adaptées pour lui donner tort. Trois raisons incitent à en douter. Premièrement, les pays développés comptent de façon excessive sur les exportations comme moteur de la croissance. Deuxièmement, ils courent le risque d'exagérer la nécessité de mesures d'austérité budgétaire à court terme qui pourraient s'avérer inadéquates. Troisièmement, ils n'accordent pas suffisamment d'importance aux réformes structurelles qui permettraient d'accélérer le rythme du

désendettement, d'éviter que le chômage massif ne devienne structurel, et de stimuler la productivité.

Source : Inédit

Tâches :

I. COMPREHENSION DU TEXTE

- 1- Expliquez les expressions suivantes du texte :
 - Ménages.
 - Stratégie de croissance économique ;
 - Cohésion sociale ;
 - Mesures d'austérité budgétaire ;
- 2- Dites si le critère du PIB par habitant suffit pour parler d'un développement humain et social.
- 3- Repérez dans le document 2 les éléments qui traduisent, en sociologie, des facteurs de déviance et des facteurs d'exclusion sociale.
- 4- Proposez un titre au texte.

II. MAITRISE DES CONNAISSANCES

- 1) Définissez :
 - L'exclusion sociale ;
 - La mobilité sociale intragénérationnelle ;
- 2) Donnez le rôle du comité national de crédit dans chaque Etat membre de l'UEMOA
- 3) Dites si la stratégie des industries industrialisantes est bénéfique pour les PVD.
- 4) Présentez les différentes phases de la planification économique.

III. MINI-DISSERTATION

A la recherche d'une reprise économique, les pays développés comptent de façon excessive sur les exportations des biens et services comme moteur de croissance économique.

En quoi les exportations des biens et services sont-elles un moteur de la croissance économique ?

Sujet 2 La libéralisation du commerce international profite-t-elle réellement aux pays africains?

EPREUVE 12

Sujet 1

Texte 1 :

Nous avons distingué d'une part les sociétés inorganisées [...] et de l'autre les États proprement dits [...]. Puis l'analyse de ces deux types sociaux nous a fait découvrir deux formes très différentes de solidarité sociale, l'une qui est due à la similarité des consciences, à la communauté des idées et des sentiments, l'autre qui est au contraire un produit de la différenciation des fonctions et de la division du travail. [...]. Quoiqu'à parler à la rigueur, il soit peut-être possible de dire que ces deux espèces de solidarité n'ont jamais existé l'une sans l'autre, cependant nous avons trouvé la solidarité mécanique à l'état de pureté presque absolue dans ces sociétés primitives où les consciences et même les organismes se ressemblent au point d'être indiscernables, où l'individu est tout entier absorbé par le groupe, où la tradition et la coutume règlent jusque dans le détail les moindres démarches individuelles. Au contraire, c'est dans les grandes sociétés modernes que nous avons pu le mieux observer cette solidarité supérieure, fille de la division du travail, qui laisse aux parties leur indépendance tout en renforçant l'unité du tout. Cette constatation nous a permis de déterminer les conditions en fonction desquelles varient l'une et l'autre de ces solidarités. Nous avons vu, en effet, que si là où les sociétés ont peu d'étendue, grâce au contact plus intime de leurs membres, à la communauté plus complète de la vie, à l'identité presque absolue des objets de la pensée, les ressemblances l'emportent sur les différences et par conséquent le tout, sur les parties ; au contraire, à mesure que les éléments du groupe deviennent plus nombreux sans cesser d'être en relations suivies, sur ce champ de bataille agrandi où l'intensité de la lutte croît avec le nombre de combattants, les individus ne peuvent se maintenir que s'ils se différencient, si chacun choisit une tâche et un genre de vie propre ; et la division du travail devient ainsi la condition primaire de l'équilibre social. L'accroissement simultané du volume et de la densité des sociétés, voilà en effet la grande nouveauté qui sépare les nations actuelles de celles d'autrefois [...] ; voilà, en tous cas, la cause qui explique les transformations par lesquelles a passé la solidarité sociale.

Source : Émile Durkheim, « Introduction à la sociologie de la famille »,

Textes, Fonctions sociales et institutions, 1975.

Texte 2 :

L'innovation [...] donne naissance à de nouvelles technologies et à de nouveaux produits qui aident à répondre aux enjeux mondiaux comme ceux de la santé ou de l'environnement. En transformant les modalités de production [...]. Elle stimule la productivité, crée des emplois et contribue à améliorer la qualité de vie des citoyens. Mais pour que l'innovation nous fasse bénéficier de tous ces avantages, il faut qu'elle soit efficace [...] : il faut que le produit de la recherche atteigne les entreprises et les citoyens qui peuvent en faire usage. Les pouvoirs publics doivent adopter des politiques propres à encourager l'innovation et qui maximisent les chances qu'elle débouche sur de nouveaux produits et procédés. L'investissement dans de nouvelles connaissances, notamment dans la recherche-développement, augmente déjà en fonction du produit intérieur brut. Par ailleurs, les travailleurs qualifiés, qui sont nécessaires pour développer et mettre en œuvre l'innovation dans l'industrie et la société, constituent une part croissante de la main-d'œuvre [...]. L'investissement dans le savoir est à la base de l'innovation et du progrès technologique. Cet investissement doit être axé à la fois sur la formation de chercheurs et de travailleurs hautement qualifiés et sur la recherche proprement dite.

Source : OCDE, *Innovation et croissance*, Synthèses, novembre 2007.

I- Compréhension du texte (7points)

1. Faites ressortir de manière précise les caractéristiques des deux formes de solidarité sociale indiquées dans le texte 1.
2. Expliquez la division du travail et dites son avantage
3. Dites :
 - a) les conséquences de l'innovation dans l'industrie et dans la société.
 - b) l'élément déterminant de l'innovation
4. Proposez un titre au texte 2.

NB : *Équilibre social* signifie cohésion sociale.

II- Maîtrise des connaissances (7points)

1. Définissez : classe sociale ; socialisation ; individualisme.
2. Distinguez
 - a) la politique de l'open-market de celle du réescompte
 - b) prix d'un bien et coût d'un bien
 - c) valeurs sociales et normes sociales
- 3- Prouvez pourquoi le système capitaliste est dit libéral
- 4- Dites en quoi le système capitaliste économique dirigiste ressemble- au système socialiste économique
- 5- Dites sur quel marché l'entreprise obtient le crédit de trésorerie.

III- Mini-dissertation (6points)

En vous fondant sur le rôle du progrès technique dans l'entreprise, montrez l'importance de l'école dans l'innovation.

Sujet 2

Après avoir montré que l'innovation est source de croissance économique, vous expliquerez qu'en retour la croissance économique est favorable à l'innovation.

SUJET I

Le commerce transfrontalier en particulier, en dépit des mutations qualitatives qu'il a enregistrées au cours des cinquante dernières années, est encore confronté à de nombreux obstacles qui l'empêchent de jouer pleinement le rôle qui est attendu de lui, celui de catalyseur de la croissance et du développement des pays de la région. Cette dynamique a induit une marque caractéristique au commerce transfrontalier ouest-africain : l'informatisation d'une importante partie des transactions. Cette informalité résulte d'une part des pratiques de certains acteurs individuels ou entreprises ayant choisi de ne pas se faire enregistrer, pour diverses raisons, et d'autre part de pratiques commerciales en violation des réglementations nationales et régionales. Agir dans l'informel permet aux acteurs de contourner les blocages et nœuds générés par les procédures, simplifier le passage des frontières et réduire les délais d'attente et de transit, qui sont préjudiciables aux activités économiques car ils augmentent significativement les coûts et soumettent certaines marchandises au risque de dégradation.

Selon les travaux du Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale, entre 60 et 80 pourcent de l'essence commercialisée au Bénin provient de la contrebande en provenance du Nigeria. La contrebande touche également les produits agricoles de rente : plus de 10 pourcent des fèves de cacao de la Côte d'Ivoire sont commercialisées au Ghana, où les prix sont plus attractifs. Dans l'ensemble, l'ampleur des échanges transfrontaliers est, dans bien des sous-espaces ouest-africains, inversement proportionnelle au degré d'harmonisation des politiques des États. Les disparités de politiques entre le Nigeria et les pays de la zone franc (Bénin, Niger, Cameroun et le Tchad) expliquent le niveau élevé des échanges informels dans ce sous espace. Ces derniers portent sur la quasi-totalité des biens échangeables.

Au-delà des problèmes classiques souvent mentionnés comme obstacles au développement du commerce transfrontalier (disparités des politiques économiques, fiscales et monétaires, lourdeur et complexité des procédures) la région semble souffrir de deux autres phénomènes qui contribuent à freiner l'essor de ses échanges intra-communautaires.

Le premier phénomène est la trop grande ouverture de la région sur le marché international. L'Afrique de l'Ouest apparaît comme une des régions du monde où les taux de protection des productions locales sont les plus faibles, en dépit de la création, dans le Tarif extérieur commun (TEC), d'une cinquième bande tarifaire à 35 pourcent de droit de douane pour 130 produits agro-alimentaires. Cette situation induit un phénomène singulier : la récurrence du **commerce de**

réexportation. Il s'agit d'une contrebande quasi officielle qui consiste pour un pays à importer en régime de consommation intérieure des quantités de produits au-delà des besoins nationaux et de profiter des disparités de politique pour les exporter sur le marché du voisin. Le second phénomène est la faible valorisation des productions domestiques, qui circulent sous forme de produits, soit bruts, soit semi-transformés, rarement entièrement normés et standardisés.

Source : Karine BENNAFLA, le commerce frontalier en Afrique (2002)

Tâches

I- COMPREHENSION DU TEXTE

- 1- Identifiez l'effet attendu du commerce transfrontalier.
- 2- Présentez les raisons qui motivent la pratique des actes informels de certains agents économiques
- 3- Expliquez : « le commerce de réexportation »
- 4- Définissez :
 - a- le commerce transfrontalier
 - b- le Tarif Extérieur Commun (TEC)
- 5- Proposez une idée générale au texte

II- MAÎTRISE DE CONNAISSANCES

- 1- Définissez :
 - a- le libre échange
 - b- politique monétaire et du crédit
- 2- Expliquez :
 - a- Le protectionnisme tarifaire
 - b- L'ajustement de la balance de paiement par la politique monétaire
- 3- Identifiez les facteurs qui ont favorisés l'avènement de la mondialisation
- 4- Citez les instances de la socialisation primaire
- 5- Une économie d'un pays X présente les données suivantes en milliards de francs CFA au cours de l'année 2018. Importation (M) = 450 ; PIB₍₂₀₁₇₎=

1250 ; Exportation (X)= 400 ; Consommation (C) = 580 ; Investissement (I) = 250 ; Dépense publique (G) = 410 ; Production (P) = 350 ; Marché intérieur (MI) = P + M – X

- a- Calculez le solde de la balance commerciale puis interprétez
- b- Calculez le PIB₍₂₀₁₈₎ puis précisez l'optique
- c- Calculez le taux de croissance
- d- Calculez le taux de couverture puis analysez le résultat
- e- Calculez le taux de pénétration puis interprétez le résultat

III- MINI-DISSERTATION

Dans quelle mesure le recours au protectionnisme est-il souhaitable ?

SUJET II

L'Organisation Mondiale du Commerce a opté pour la libéralisation des échanges internationaux entre les pays du Nord et les pays du tiers-monde. Analysez l'impact du libre-échange sur la croissance économique des pays en voie de développement.

EPREUVE 14

Sujet 1

Lisez attentivement le texte et exécutez les trois parties I, II, III suivantes

Texte

Comment les béninois ne seraient-ils pas moroses? Quelques 47% d'entre eux vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté et leur misère s'aggrave, ce qui vaut au Bénin depuis d'être classé 167^e sur 187 pays dans le rapport 2011 sur le développement humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (134^e sur 169 pays en 2010). La croissance de son économie est vacillante: 5% en 2008, 2,7% en 2009, 2,6% en 2010, et 3,8% espérés en 2011. Les réserves de change permettaient de garantir 7,6 mois d'importation en 2008 mais seulement 6,4 mois en 2011. Ce n'est guère brillant. Et l'économie du Bénin est sans conteste la moins dynamique de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) après la Côte d'Ivoire.

Il faut dire que l'équilibre précaire dans lequel le pays vit en permanence à été perturbé en 2010 par les inondations, qui ont affecté les deux tiers du territoire et provoqué 250 millions de dollars (environ 190 millions d'Euro) de pertes cumulées, en raison aussi bien des destructions d'immeubles et d'infrastructures que des pertes de récoltes notamment de coton, qui est le premier produit d'exportation du Bénin.

L'année 2010 a été marquée également par l'effondrement de structures financières de microcrédits qui fonctionnaient de façon frauduleuse sur le modèle dit <<de ponzi>>, utilisé par l'escroc américain Madoff. Quelques 150.000 épargnants ont été grugés et appauvris. Cependant, ces catastrophes expliquent moins les médiocres performances du Bénin que trois sujets d'inquiétude récurrents: le port de Cotonou, le carburant, et la fonction publique.

Le Bénin étant un couloir de transit vers l'hinterland et vers le géant nigérian voisin, le port de Cotonou est l'une de ses principales sources d'activité économique et de recettes budgétaires. Malgré des réformes et, par exemple, la création d'un guichet unique pour les importateurs en Juillet 2011, il est toujours au cœur des plus graves corruptions dont pâtit le pays.

Ajoutons que sa productivité est faible et que si le Nigéria se décidait à créer chez lui des installations portuaires modernes, comme son président en manifeste l'intention, il pourrait en résulter un effondrement du trafic au port de Cotonou, avec les conséquences dramatiques que cela aurait pour l'économie nationale.

Le carburant est un produit ultra-sensible en Afrique subsaharienne. Comme beaucoup d'autres gouvernements de la région, celui de Pascal Iréné Koupaki à subventionné lourdement l'essence en pratiquant une sous-évaluation des valeurs importées. Ce qui a réduit les taxes prélevées au profit du budget de l'Etat.

Il n'en demeure pas moins que les hydrocarbures venus en contrebande du Nigéria se vendent sur le bord de la route deux fois moins cher qu'à la pompe. Ce système est donc à la fois couteux, inefficace et injuste, puisqu'il profite aussi aux populations plus fortunées.

Quant à la fonction publique, elle se comporte en prédatrice. Certes, les salaires n'y sont pas mirobolants, mais sa masse salariale représente 45% des recettes fiscales totales du Bénin et à progresser de 83% en 5 ans. Elle pèse 7,3% du Produit intérieur brut soit le ratio le plus élevé de l'UEMOA et son importance étouffe les investissements du Bénin.

Il est inquiétant de constater que les grèves répétées de fonctionnaires ont débouché, en Août, sur un accord augmentant immédiatement les agents des finances de 25%, ceux des autres ministères voyant cette progression s'étaler sur cinq ans. La cour constitutionnelle a annulé cet accord.

Dans ce contexte de moyens budgétaires très contraints, il est heureux que le gouvernement ait renoncé à bâtir sa politique économique pour la période allant de 2011 à 2015 sur un scénario de croissance de 6% par an. Comme le lui a dit le Fonds Monétaire International (FMI), cette hypothèse était <<très optimiste >>.

Les autorités béninoises ont retenu un scénario de 4,5% par an, mais le défi n'est pas mince pour autant: pour réaliser ce

t objectif (que le FMI à qualifier de plus réaliste) le gouvernement devrait abandonner la mollesse dont il fait preuve dans l'exécution des réformes qu'il affirme vouloir mener.

Décryptage de Alain FAUCAS, in " Jeune Afrique économie " No 2659-2660 du 25 Décembre 2011 au 7 Janvier 2012, page 10

I/ COMPRÉHENSION DU TEXTE

1. Dégagez l'idée générale du texte

2. Expliquez les expressions :

- seuil de pauvreté

- La croissance de son économie est vacillante
 - Produit intérieur brut
 - politique économique
3. Présentez succinctement l'état économique et social du Bénin de 2008 à 2011 selon le premier paragraphe
 4. a) Nommez le phénomène auquel l'auteur fait allusion dans le troisième paragraphe
- b) Appréciez deux grandes mesures prises par le gouvernement béninois pour dédommager les victimes de cette spoliation.
5. Relevez succinctement les raisons fondamentales de la contre-performance de l'économie béninoise.

II/ MAITRISE DE CONNAISSANCES

1. Donnez deux exemples de transferts unilatéraux
2. Indiquez les caractéristiques des nations émergentes et des PVD
3. Dites la nuance entre " Union douanière " et " marché commun "
4. Définissez la régulation sociale et l'exclusion sociale

III/ MINI-DISSERTATION

Dans le texte, Alain FAUCAS, à analyser entre autres la croissance économique du Bénin de 2008 à 2011.

Après avoir insisté sur les conditions favorables à la croissance économique, vous montrerez ses effets multidimensionnels.

SUJET 2: DISSERTATION

Les tenants de la renaissance africaine font du développement autocentré la condition primordiale de l'industrialisation des PVD.

Partagez-vous cette opinion

Sujet 1

Texte : La crise économique de 1929

Au cours des années vingt, les États-Unis connaissent une croissance rapide fondée sur une augmentation de la production industrielle et de la spéculation boursière. Seuls, les agriculteurs restent exclus de cette prospérité en raison de la baisse des prix des produits de gros. Confrontée à une profonde crise économique au lendemain de la première guerre mondiale, l'Europe entre dans une phase de croissance vers 1925-1926. La France, grâce aux investissements étrangers, connaît une hausse rapide de sa production industrielle et son commerce devient excédentaire. Soumise au paiement des réparations, l'Allemagne plonge dans le marasme économique. Grâce aux énormes prêts consentis par les banques américaines, elle parvient ensuite à retrouver la croissance. Le Royaume-Uni, quant à lui, est confronté à l'inadaptation de son appareil industriel, désormais **obsolète**, et ne parvient pas à retrouver l'équilibre économique.

La crise économique de 1929 est déclenchée aux États-Unis par le krach boursier de Wall Street le jeudi 24 octobre 1929. Elle s'est rapidement propagée au reste du monde, et l'a plongé dans la récession pendant plusieurs années et a engendré de profonds bouleversements sociaux et politiques.

Malgré la bonne santé affichée par l'économie américaine à la fin des années vingt, les bases de la croissance apparaissent de plus en plus fragiles en raison de la surproduction industrielle, de la spéculation boursière, du recours trop important au crédit, et de la persistance de la crise de l'agriculture.

À l'annonce de la baisse des prix et des bénéfices industriels, à la mi-octobre 1929, certains spéculateurs décident de vendre leurs actions pour empocher une plus-value au moment où les cotations boursières de Wall Street sont encore à un niveau élevé. Le cours des actions diminue rapidement, entraînant une panique qui culmine le 24 octobre, le *jeudi noir* où 13 millions de titres sont proposés à bas prix sur le marché, sans trouver de preneurs. Après un temps d'arrêt, l'effondrement des cours s'étend à toutes les valeurs et touche même les symboles de l'industrie américaine. Des centaines de milliers de petits **actionnaires** se trouvent ruinés. Les banques, qui ont multiplié les crédits depuis plusieurs années, ne peuvent récupérer leurs fonds auprès des personnes endettées, alors que ceux qui avaient de l'argent en dépôt se mettent à le retirer. Ne disposant pas des sommes nécessaires pour les rembourser, beaucoup de banques font faillite. Ce manque de liquidités entraîne une diminution des investissements industriels et

de la consommation de produits manufacturés et agricoles. En trois ans, la plupart des banques américaines ferment leurs portes.

La crise s'étend au monde entier lorsque les banques américaines réclament le remboursement de leurs prêts à l'étranger et rapatrient les capitaux qu'elles ont investis. L'Autriche est la première touchée, avec la faillite de la banque Kreditanstalt. En Allemagne, la faillite de la Danat Bank 1931, provoque l'effondrement du système bancaire. La baisse des prix des produits manufacturés, inégale selon les pays et les secteurs, est un phénomène général. Dans l'agriculture, déjà en crise depuis une décennie, la baisse atteint 65% pour les prix de gros des denrées agricoles. Conséquence logique de la surproduction des années vingt, la production industrielle et agricole s'effondre. Des stocks entiers de blé sur pied et de voitures invendues sont détruits. Les pays dont la croissance a été dépendante des investissements étrangers (Allemagne, Pologne, Amérique latine) et ceux où le crédit a explosé (États-Unis, Canada) sont les premiers touchés.

Sur le plan humain, conséquence de la multiplication des faillites, l'accroissement du chômage est l'aspect le plus tragique de la crise. Les ouvriers, mais aussi les employés, en sont les principales victimes. En Allemagne et en France, les classes moyennes s'appauvrissent et font chuter la consommation. Le malaise social se répand dans tous les pays. Au milieu des années trente, on estime qu'un cinquième de la population britannique est sous-alimentée.

Aux États-Unis, la crise atteint son paroxysme au début de 1933, juste après l'élection du démocrate Franklin D. Roosevelt, en novembre 1932. Dans le cadre du New Deal, le nouveau président accroît les interventions de l'État, lance des programmes d'infrastructures pour lutter contre le chômage et relancer la croissance et entreprend d'assainir l'économie. Ces mesures permettent de restaurer la confiance. Progressivement et par à-coups, la dépression recule, mais c'est l'entrée en guerre des États-Unis, en 1941, qui permet de supprimer totalement la récession.

La politique de Roosevelt est directement inspirée des théories de l'économiste anglais Keynes, pour qui l'État a un rôle régulateur à jouer en cas de défaillance des lois du marché. Une politique de dépenses publiques (distribution sociale, grands travaux) compensant le manque d'investissement du secteur privé et la baisse du pouvoir d'achat doit permettre un retour de la consommation et de l'emploi. Ainsi crise sans précédent du système capitaliste, la crise de 1929 a aussi pour conséquence d'en modifier les structures et de favoriser l'essor d'une politique interventionniste qui se substitue à une économie entièrement libérale. C'est cette orientation qui est également adoptée en Allemagne et en France.

En Allemagne, la crise a des conséquences politiques dramatiques. Le parti nazi accroît son audience auprès des chômeurs auxquels il promet un retour de la croissance. Adolf Hitler mène une politique d'industrialisation et de militarisation qui permet le retour à l'équilibre mais entraîne l'Europe dans la guerre. Des régimes autoritaires apparaissent également dans les Balkans. D'autres pays tels que le Royaume-Uni et l'Australie se tournent plutôt vers les mouvements politiques de gauche.

En France, le gouvernement de Laval met en place une politique de déflation. Il bloque les salaires des fonctionnaires, mais ces mesures se révèlent inefficaces et provoquent une forte agitation sociale. Touchée plus tardivement que les autres pays par les effets de la crise, la France n'en est toujours pas sortie lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale.

Source : Inédit

I- Compréhension du texte

1. Expliquez les expressions soulignées dans le texte :
 - Actionnaires
 - Obsolète
2. Montrez par une succession de faits comment la crise des États-Unis est devenue mondiale.
3. Dites comment l'entrée en guerre des États-Unis peut permettre de supprimer la récession
4. Donnez un **autre** titre à ce texte

II- Maîtrise des connaissances

1. Définissez : le lien social ; le changement social ; la globalisation ; le système des change flottants.
2. Enumérez les étapes de l'intégration économique
3. Présentez les conditions de réussite d'une dévaluation de la monnaie nationale
4. Définissez : UEMOA ; FMI ; CEDEAO

III- Mini-dissertation

Pensez-vous qu'une économie sous-développée doit être libérale ?

Sujet 2

Face aux réalités diverses des PVD (pays en voie de développement), pensez-vous qu'on puisse leur proposer un modèle unique de développement ?

EPREUVE 16

I- SUJET N° 1

Consigne : Lisez attentivement le texte et exécutez les tâches suivantes

Texte

La famille est l'institution de base de la société sous tous les cieux mais également la plus ancienne et elle a traversé le temps. C'est autour d'elle que s'établit et se déroule l'essentiel des interactions sociales. C'est donc le socle sinon le fondement de la vie sociale.

Si cela est indéniable partout, cette réalité prend encore plus d'ampleur en Afrique où le mode de vie mené depuis des lustres lui donne toute son importance encore plus qu'ailleurs. Pour autant, elle n'est pas sans être sujette aux éléments nouveaux induits par la vie moderne, ce qui naturellement a des répercussions sur elle et lui impose de nouveaux défis. On peut donc affirmer que la famille n'est pas une institution immuable, elle évolue avec son temps.

Ainsi, des éléments comme le contexte économique nouveau, l'ouverture sur l'extérieur, l'empire des religions importées, la hausse du niveau de l'instruction, ont contribué largement à donner naissance à de nouvelles formes de famille, à défaut de la faire disparaître, elle subit des mutations. De ce point de vue, la famille africaine au sens large et polygamique de préférence n'est plus. La pratique de la polygamie varie selon les zones et la **culture religieuse**. Elle a plusieurs fonctions comme la démonstration de l'aisance sociale, l'accès au pouvoir, la recherche de main-d'œuvre non rémunérée etc...

L'Afrique au sud du Sahara, dans son mode de vie initiale ante colonisation surtout, connaissait un fort taux de familles polygamiques et ceci était érigé pratiquement en norme ; du moins était-ce une pratique sociale normalisée. Le contact avec la civilisation occidentale, l'apparition du concept de la promotion du genre, l'émancipation de la gente féminine, le vote de nouveaux codes de la famille visant une **discrimination positive des minorités sociales**, la promotion du planning familial,... sont des facteurs qui ont de plus en plus provoqué le recule de cette pratique sociale.

Cette tendance a depuis lors, mis en pole position la cellule familiale monogamique. Cette dernière trouve son support dans deux réalités, celle du conformisme et celle de la nécessité.

Le conformisme est lié à l'image nouvelle qu'impose insidieusement le **mimétisme** découlant des contacts extérieurs qui veulent que le jeune cadre africain ait une image policée qui le mette dans un contexte familial allégé.

Quant à la nécessité elle repose plus sur des bases économiques. Ainsi, si autant avoir une famille nombreuse était signe de richesse, cela n'est plus à présent le cas. Ici, le chômage des jeunes, la récession économique et la pratique de la vie citadine sont des éléments à prendre en compte : l'apparition de la famille mononucléaire.

On remarque la présence de ce type de famille en Afrique surtout en milieu citadin. Généralement elle se caractérise par l'absence du père, on a alors la maman qui étant le seul centre de la famille se débrouille pour s'occuper de sa progéniture. On peut indexer à ce niveau l'abandon de leurs responsabilités par certaines jeunes gens en proie aux affres de la conjoncture économique défavorable. On peut mettre aussi au banc des accusés la déliquescence des valeurs et normes sociales avec le relâchement de l'éducation en famille et l'impact des divers types de média de plus en plus nombreux et difficiles à contrôler. Ce phénomène couramment appelé « blessées de guerre » démontre l'instabilité des liens maritaux en milieu urbain. En effet, la pratique du mariage, n'intègre plus souvent en ville, les usages traditionnels tels que la dot ; le mode d'union le plus en vogue est le concubinage. Ce mode de vie, moins strict que le mariage classique et surtout sa dissolution est assez facile. On peut donc comprendre que le phénomène des familles à parent unique prenne autant d'ampleur.

On ne peut passer également sous silence les **familles recomposées** quand on évoque les différents types de familles en Afrique, mais au-delà de toute cette typologie, de nombreux défis se dressent devant cette institution sociale qu'est la famille.

SALIOU BAGUIRI : In "La Gazette du Golfe" No 1539 du 02 novembre 2015,p5.

A- **Compréhension du texte**

- 1- Expliquez les mots et expressions suivants tirés du texte : Culture religieuse ; Discrimination positive des minorités sociales ; Mimétisme ; Famille recomposée-Mimétisme..
- 2- Donnez l'idée générale du texte.
- 3- Relevez dans le texte les raisons qui expliquent les mutations de la famille en Afrique.
- 4- Dites pourquoi la polygamie a reculé en Afrique.

5- Repérez deux acteurs de la socialisation mis en évidence dans le texte.

B- Maîtrise de connaissances

6- Enumérez quatre (04) les raisons qui limitent les banques de second rang dans le processus de création monétaire.

7- Présentez brièvement le FCFA et donnez trois atouts et inconvénients du FCFA.

8- Citez quatre (04) caractéristiques économiques des pays sous-développés.

9- L'étude de la balance des paiements d'un pays fait ressortir les indications suivantes :

-termes de l'échange (t_e) = 72% ;

-taux de couverture (t_c) = 48% ;

a) Commentez les résultats ci-dessus.

b) Proposez deux solutions au niveau de chaque indicateur pour que le pays améliore sa situation.

C- Mini-dissertation

Commentez le passage suivant du texte :

« On peut affirmer que la famille n'est pas une institution immuable, elle évolue avec le temps »

II- SUJET N° 2

La culture béninoise peut favoriser l'émergence du Bénin et son développement harmonieux et durable.

Appréciez cette affirmation

Consigne : lisez attentivement le texte et exécutez les tâches qui l'accompagnent

Sujet 1

Texte :

Avant tout, l'Afrique a un potentiel agricole considérable et sous utilisé. Elle était une exportatrice nette agricole il y a une trentaine d'années. Elle est devenue aujourd'hui une importatrice nette agricole car la production n'a pas suivi l'évolution démographique. Dans le même temps, les habitudes alimentaires ont changé. Il existe un potentiel formidable en Afrique, et ce ne sont pas les règles l'OMC qui vont faire obstacle à son exploitation. Il s'agit avant tout d'une affaire d'investissement. Mais les produits subventionnés en Europe et surtout aux Etats – Unis désavantagent injustement l'Afrique dans le commerce international. C'est le cas du coton. Le coton est l'exemple parfait d'un domaine dans lequel les efforts ne doivent pas être fournis par les Africains eux – mêmes s'ils continuent à moderniser cette filière, mais par les pays développés : les Américains et les Européens. Sur ce point, les membres de l'OMC n'ont pas encore réussi à convaincre les Etats – Unis de faire un effort spécifique.

L'Afrique regorge de ressources très mal exploitées. Elle est un continent en pré – émergence. Elle se situe là où étaient, il y a vingt ans, ce qu'on dénomme aujourd'hui les « pays émergents ». Les défis à relever par ce continent sont de plusieurs ordres. Le premier est la fragmentation. Le deuxième ce sont les infrastructures (énergie, transport, systèmes financiers). Le troisième est d'arriver à trouver une forme de croissance qui soit mieux distribuée.

La pauvreté absolue a régressé. En revanche, les inégalités ont augmenté. Le développement économique de l'Afrique, en termes comparatifs, est relativement rapide. Il le sera encore dans les années à venir, au fur et à mesure que la croissance va ralentir dans les pays développés. Celle – ci a moins ralenti en Afrique que dans les pays développés, même moins qu'en Chine ou au Brésil. La véritable question est la transformation de cette croissance économique rapide en bien – être social. Ici, nous sommes confrontés à un problème de gouvernance, très complexe par ailleurs.

L'on peut constater que la Chine, l'Inde, le Brésil, ces pays émergent, investissent et s'intéressent à l'Afrique. Il suffit de voir de quelle manière les échanges africains ont changé au cours des années. Ils ont quadruplé en dix ans et se sont orientés vers les pays émergents. Il s'agit donc bien d'une opportunité...

D'une manière générale, une nette amélioration de l'environnement des affaires, davantage de stabilité macroéconomique de la croissance, de l'initiative. L'on peut constater que de nombreux projets avaient avancé : le port de Dar – es – Salam en Tanzanie, celui de Mombassa au Kenya, la plateforme de négociations sur les matières premières d'Addi – Abeba en Ethiopie, l'université de Dakar au Sénégal....

L'OMC a pour mission d'ouvrir les échanges. Et les résultats peuvent être très impressionnants. Prenons l'exemple de l'horticulture. Tous les pays africains ont accès au marché européen, américain ou japonais. Il n'y a aucun obstacle tarifaire ou quantitatif. Encore faut – il que l'horticulture africaine corresponde aux standards phytosanitaires des pays développés. Il ne s'agit donc pas d'une affaire strictement commerciale. Enfin, l'OMC a plusieurs fonctions, et autant de métiers. Nous avons en effet, quatre métiers à l'OMC. Celui de législateur, qui consiste à établir les règles du commerce international. Celui d'administrateur, qui est d'assurer la mise en œuvre de ces règles. D'où une énorme machinerie de comités de surveillance, de rapports, de veille, qui fait le quotidien de l'activité de l'OMC. Celui de juge, qui est d'arbitrer les contentieux entre nos membres, avec une originalité sans précédent dans le système international : quand on perd un procès à l'OMC, on n'a plus qu'à obtempérer ! Et enfin, celui d'aider les pays en développement ce qui mobilise le plus nos ressources à se doter des capacités de bénéficier des trois premiers compartiments, compte tenu de l'utilité d'ouvrir les échanges. Etablir les règles qui ne seront pas respectées ne sert pas à grand-chose. Encore faut – il ajuster les capacités, d'où ces efforts.

Source Pascal LAMY

Directeur général de l'organisation mondiale du commerce In African Business N°25 PP 9-11

Tâches

A- Compréhension du texte

- 1- a) Expliquez les expressions suivantes tirées du texte :
 - Un continent en pré – émergence
 - Forme de croissance qui soit mieux distribuée
 - Ouvrir les échanges
 - Obstacle tarifaire ou quantitatif.

b) Donnez la signification de « la fragmentation » dont parle l'auteur du texte.

- 2- Dites pourquoi l'auteur du texte estime que la clé du développement à partir de l'exportation du coton est entre les mains de l'étranger.
- 3- Dégagez du texte les progrès significatifs que l'Afrique a réalisés ces dernières années sur le plan économique.
- 4- Selon l'auteur du texte quelles sont les fonctions actuelles de l'OMC ?
- 5- Dégagez l'idée générale du texte.

B – Maîtrise des connaissances

- 1- Présentez les différentes étapes de l'intégration économique.
- 2- Proposez quatre mesures pour réussir la diversification de l'agriculture en Afrique.
- 3- L'étude de la balance des paiements d'un pays fait ressortir les indications suivantes :
 - Termes de l'échange (TE) = 70% ;
 - Taux de couverture (TC) = 38%.
- a- Commentez les résultats ci – dessus.
- b- Proposez deux solutions au niveau de chaque indicateur pour que le pays améliore sa situation.
- 4- Identifiez les différents types de conflits sociaux.

C – Mini – Dissertation

Le commerce international sur la base de l'exportation des produits primaires contre l'importation des produits manufacturés peut – il permettre à l'Afrique de rompre avec son statut de « continent en pré – émergence » ?

Sujet 2

Certains économistes présentent l'aide comme un frein au développement des pays les moins avancés.

Discutez cette opinion

